



Appel pour la Journée Mondiale des Réfugiés

À l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés, nos associations, syndicats et partis, signataires de cet appel, appellent à une mobilisation forte et déterminée le 20 juin 2026 à Pau, pour rendre visible la volonté du très grand nombre des Français de construire un pays accueillant, ouvert et fraternel aux exilés et exilées, quels qu'ils ou elles soient.

Des conflits oubliés

Le chaos du monde pousse des humains, femmes et hommes, sur les routes migratoires. Nous pensons bien sûr aux crimes contre les Palestiniens, aux attaques contre les Ukrainiens, aux souffrances des Libanais

mais aussi aux Iraniennes et Iraniens opprimés par leur régime et bombardés par des puissances aveugles.

Derrière la Une de nos médias, il y a toujours des **conflits oubliés** et terriblement meurtriers que nous voulons mettre sous les projecteurs aujourd'hui : le Soudan depuis 2023, après le Darfour en 2003, a vu des centaines de milliers de personnes être tuées. Plus de 13 millions de personnes ont été déplacées de force.

Dans l'est de la République démocratique du Congo, le conflit en cours, reste l'une des crises les plus dévastatrices au monde : exécutions sommaires, viols collectifs, détention illégale, torture, des milliers de morts, des millions de personnes déplacées et en situation d'insécurité alimentaire extrême. Derrière ces violences : l'enjeu de la maîtrise des richesses naturelles stratégiques dont regorge le Congo (coltan, or, diamant, cobalt).

La réalité de la migration dans le monde, c'est d'abord celle des déplacés dans leurs propres pays, ou dans les pays limitrophes. Seule une faible part des personnes victimes des guerres, de la pauvreté, du dérèglement climatique tente l'aventure de la migration vers l'Europe.

La réforme de la politique européenne d'expulsion : l'escalade de la honte

Le Parlement européen, a adopté ce 26 mars un nouveau règlement « Retour » destiné à durcir une fois encore les politiques migratoires à l'échelle européenne. Si ce durcissement s'inscrit dans une dynamique de longue durée (prolongation du Pacte sur l'asile et la migration de 2024), un nouveau cap dans l'ignominie est aujourd'hui franchi. Ce Règlement « Retour, » résultat d'une alliance entre la droite et l'extrême-droite, prévoit :

- L'augmentation de la durée de rétention de 18 à 24 mois, voire le passage à une rétention à durée illimitée sous certaines conditions ;
- La création de « hubs de retour » externalisés dans des pays hors UE, sans aucune garantie quant au respect des droits fondamentaux et de la dignité des déboutés du droit d'asile ;

- La mise en place de méthodes de traque policière, sur le modèle de la police de l'immigration aux États-Unis (ICE) dont la liste des méfaits n'est que bien trop longue. Sur le sol européen, le règlement « Retour » prévoit la possibilité en cours d'enquête pour les agents de police de restreindre la liberté de circuler, les perquisitions du domicile, la fouille d'effets personnels etc.
- L'expulsion de demandeurs d'asile sans avis du juge, même s'il y a eu régularisation auprès d'un Etat européen.

Xénophobie et Racisme en France

Ce règlement européen est d'inspiration xénophobe. Il s'inscrit dans la logique du racisme systémique hérité du passé colonialiste de nos pays européens.

L'élection municipale a remis au grand jour ce racisme structurel, avec l'élection de personnes noires aux postes de maire : en témoigne l'incroyable acharnement contre Bally Bagayoko, maire de Saint-Denis, les déformations de ses propos et la reprise de ces déformations par une certaine sphère politique et médiatique.

La maltraitance administrative et numérique

Mais même pour les personnes étrangères qui résident régulièrement en France, la machine administrative devient de plus en plus maltraitante. Le délai pour le renouvellement d'un titre de séjour est de plus en plus long, avec la crainte fondée de perdre son travail, son logement, ses droits. La plate-forme numérique de l'ANEF (Administration Numérique des Etrangers de France) est une source de violence numérique inouïe. Même le Conseil d'Etat a fini par reconnaître ces dysfonctionnements gravissimes et a enjoint à l'Etat d'y remédier sous six mois.



Une autre politique de l'asile et de la migration est possible

Nous ne voulons pas de cette Europe-forteresse. Nous voulons une politique migratoire basée sur la volonté d'accueillir. Nous voulons une vraie politique d'intégration basée sur l'ouverture et la fraternité, l'égalité et l'hospitalité, la liberté et la confiance.

Nous demandons que la France refuse d'appliquer ce règlement européen de la honte.

Nous demandons la sécurisation des parcours des personnes réfugiées et bénéficiaires de la protection internationale, notamment par la simplification des démarches

administratives, l'accès rapide à l'emploi, au logement, à la formation et aux titres de séjour.

Nous demandons que l'Etat fasse cesser la maltraitance administrative et la violence numérique à l'encontre des étrangers.

Nous refusons partout et toujours toute normalisation des paroles et actes racistes et xénophobes.

Signataires :

ACAT ; AFPS ; L'APRES ; ATTAC ; La CIMADE ; La Libre Pensée ; CCFD -Terre Solidaire ; Collectif des Palois d'ici et d'ailleurs ; Collectif Citoyens Palois Soutien Palestine ; CRDE Solidarité Migrants ; Génération.s ; Humanité Solidaire 64 ; LDH ; Dance Afrika Danse ; Les Ecologistes EELV ; L'Effet Queer ; La France Insoumise ; FSU ; Los Bascos Arcolan ; MRAP ; Nous Toutes ; PCF ; PCOF ; SNES ; Solidaires Etudiant.es ; Solidarité Exil ; OST ; UD CGT 64 ; UL Solidaires ; Urgence Palestine



Appel pour la Journée Mondiale des Réfugiés

À l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés, nos associations, syndicats et partis, signataires de cet appel, appellent à une mobilisation forte et déterminée le 20 juin 2026 à Pau, pour rendre visible la volonté du très grand nombre des Français de construire un pays accueillant, ouvert et fraternel aux exilés et exilées, quels qu'ils ou elles soient.

Des conflits oubliés

Le chaos du monde pousse des humains, femmes et hommes, sur les routes migratoires. Nous pensons bien sûr aux crimes contre les Palestiniens, aux attaques contre les Ukrainiens, aux souffrances des Libanais

mais aussi aux Iraniennes et Iraniens opprimés par leur régime et bombardés par des puissances aveugles.

Derrière la Une de nos médias, il y a toujours des **conflits oubliés** et terriblement meurtriers que nous voulons mettre sous les projecteurs aujourd'hui : le Soudan depuis 2023, après le Darfour en 2003, a vu des centaines de milliers de personnes être tuées. Plus de 13 millions de personnes ont été déplacées de force.

Dans l'est de la République démocratique du Congo, le conflit en cours, reste l'une des crises les plus dévastatrices au monde : exécutions sommaires, viols collectifs, détention illégale, torture, des milliers de morts, des millions de personnes déplacées et en situation d'insécurité alimentaire extrême. Derrière ces violences : l'enjeu de la maîtrise des richesses naturelles stratégiques dont regorge le Congo (coltan, or, diamant, cobalt).

La réalité de la migration dans le monde, c'est d'abord celle des déplacés dans leurs propres pays, ou dans les pays limitrophes. Seule une faible part des personnes victimes des guerres, de la pauvreté, du dérèglement climatique tente l'aventure de la migration vers l'Europe.

La réforme de la politique européenne d'expulsion : l'escalade de la honte

Le Parlement européen, a adopté ce 26 mars un nouveau règlement « Retour » destiné à durcir une fois encore les politiques migratoires à l'échelle européenne. Si ce durcissement s'inscrit dans une dynamique de longue durée (prolongation du Pacte sur l'asile et la migration de 2024), un nouveau cap dans l'ignominie est aujourd'hui franchi. Ce Règlement « Retour, » résultat d'une alliance entre la droite et l'extrême-droite, prévoit :

- L'augmentation de la durée de rétention de 18 à 24 mois, voire le passage à une rétention à durée illimitée sous certaines conditions ;
- La création de « hubs de retour » externalisés dans des pays hors UE, sans aucune garantie quant au respect des droits fondamentaux et de la dignité des déboutés du droit d'asile ;

- La mise en place de méthodes de traque policière, sur le modèle de la police de l'immigration aux États-Unis (ICE) dont la liste des méfaits n'est que bien trop longue. Sur le sol européen, le règlement « Retour » prévoit la possibilité en cours d'enquête pour les agents de police de restreindre la liberté de circuler, les perquisitions du domicile, la fouille d'effets personnels etc.
- L'expulsion de demandeurs d'asile sans avis du juge, même s'il y a eu régularisation auprès d'un Etat européen.

Xénophobie et Racisme en France

Ce règlement européen est d'inspiration xénophobe. Il s'inscrit dans la logique du racisme systémique hérité du passé colonialiste de nos pays européens.

L'élection municipale a remis au grand jour ce racisme structurel, avec l'élection de personnes noires aux postes de maire : en témoigne l'incroyable acharnement contre Bally Bagayoko, maire de Saint-Denis, les déformations de ses propos et la reprise de ces déformations par une certaine sphère politique et médiatique.

La maltraitance administrative et numérique

Mais même pour les personnes étrangères qui résident régulièrement en France, la machine administrative devient de plus en plus maltraitante. Le délai pour le renouvellement d'un titre de séjour est de plus en plus long, avec la crainte fondée de perdre son travail, son logement, ses droits. La plate-forme numérique de l'ANEF (Administration Numérique des Etrangers de France) est une source de violence numérique inouïe. Même le Conseil d'Etat a fini par reconnaître ces dysfonctionnements gravissimes et a enjoint à l'Etat d'y remédier sous six mois.



Une autre politique de l'asile et de la migration est possible

Nous ne voulons pas de cette Europe-forteresse. Nous voulons une politique migratoire basée sur la volonté d'accueillir. Nous voulons une vraie politique d'intégration basée sur l'ouverture et la fraternité, l'égalité et l'hospitalité, la liberté et la confiance.

Nous demandons que la France refuse d'appliquer ce règlement européen de la honte.

Nous demandons la sécurisation des parcours des personnes réfugiées et bénéficiaires de la protection internationale, notamment par la simplification des démarches

administratives, l'accès rapide à l'emploi, au logement, à la formation et aux titres de séjour.

Nous demandons que l'Etat fasse cesser la maltraitance administrative et la violence numérique à l'encontre des étrangers.

Nous refusons partout et toujours toute normalisation des paroles et actes racistes et xénophobes.

Signataires :

ACAT ; AFPS ; L'APRES ; ATTAC ; La CIMADE ; La Libre Pensée ; CCFD -Terre Solidaire ; Collectif des Palois d'ici et d'ailleurs ; Collectif Citoyens Palois Soutien Palestine ; CRDE Solidarité Migrants ; Génération.s ; Humanité Solidaire 64 ; LDH ; Dance Afrika Danse ; Les Ecologistes EELV ; L'Effet Queer ; La France Insoumise ; FSU ; Los Bascos Arcolan ; MRAP ; Nous Toutes ; PCF ; PCOF ; SNES ; Solidaires Etudiant.es ; Solidarité Exil ; OST ; UD CGT 64 ; UL Solidaires ; Urgence Palestine